



EFFET DE SERRE

40 ans pour sortir du piège

2050. C'est la date sur laquelle se focalisent aujourd'hui les décideurs pour fixer l'horizon d'une politique climatique avisée. Si, à cette date, les émissions anthropiques de dioxyde de carbone n'ont pas dégringolé de moitié au moins, le climat sur la Terre pourrait bien devenir diablement inhospitalier. Ce sont les experts réunis au sein du GIEC qui l'affirment. Depuis une dizaine d'années, pratiquement tout le monde s'est rangé à leur analyse. Cela nous laisse une quarantaine d'années pour prendre notre sort en main. En prenons-nous vraiment le chemin?

Cent ans. Un siècle à peine pour passer d'un simple constat scientifique - l'augmentation constante de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère terrestre et sa troublante corrélation avec l'usage croissant de carburants fossiles - à un changement complet de paradigme dans les options énergétiques de base de l'Humanité.

Les premières mesures systématiques des concentrations de gaz carbonique remontent en effet à la fin des années cinquante (1957). Il faudra une vingtaine d'années encore pour que le monde scientifique s'en alarme. Plus une autre période de vingt ans pour qu'un semblant de consensus s'établisse enfin (à travers le deuxième rapport du GIEC en 1996) quant à l'implication des activités humaines dans le phénomène et l'absolue nécessité de freiner, de stabiliser, voire d'inverser cette évolution pour limiter les effets de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « les changements climatiques ». Pour sortir en somme du piège « carbone » dans lequel nous nous sommes enfermés depuis l'ère industrielle...

La situation est inédite. Elle n'est pas sans rappeler celle du célèbre illusionniste **Harry Houdini**, dont le tour le plus fameux consistait à se laisser ligoter et enfermer dans une malle close par de solides chaînes, qu'on plongeait au fond d'une piscine, à charge pour l'illusionniste de se libérer assez rapidement pour ne pas mourir noyé. À cette première différence près que le compte à rebours ne se fait pas ici en secondes et en minutes, mais en mois et en années. Quoi qu'il en soit, comme pour Houdini, chaque unité compte.

On a déjà 'perdu' quelques dizaines d'années à se rendre à l'évidence scientifique.

Une première mondiale

N'empêche, c'est bien la première fois que l'Humanité, adepte du pilotage à vue, a à faire des choix aussi déterminants à si long terme. On est en gros d'accord sur l'objectif fixé par le GIEC: un maximum de 2 degrés d'élévation de température au-dessus du niveau pré-industriel, ce qui correspond à une réduction de 50 à 85% des émissions anthropiques de dioxyde de carbone (CO₂) de 2000 à 2050. On connaît bien les activités sur lesquelles se foca-



« On peut s'entendre sur un objectif à long terme et oublier complètement qu'on a affaire à une cible mouvante... »

liser: production d'énergie, industries, transport, bâtiments... Et les grandes pistes technologiques qui nous permettront d'agir efficacement pour sortir de la dépendance aux sources carbonées sont connues et pour certaines déjà bien maîtrisées.

La plupart d'entre elles font l'objet, dans de nombreux pays et principalement en Europe, de soutiens publics appuyés. Depuis le début des années deux mille, certaines filières industrielles, notamment dans le renouvelable, se sont révélées à ce point prometteuses que les investisseurs désormais se bousculent. La valse des fusions/acquisitions est lancée. Même le marché du carbone, dont l'émergence à travers les systèmes d'échange de quotas d'émission suscitait des moues sceptiques il y a encore cinq ans, tend à se généraliser et enfle de jour en jour. Quelques signes évidents d'une prise de conscience et d'un début d'avancée dans la bonne direction.

Guerres de tranchées

Pas de quoi pourtant abuser ceux qui fixent l'objectif en égrenant le temps qui passe. Car il est vrai que globalement, nos activités restent encore largement dépendantes des ressources fossiles et nos comportements évoluent peu sur leur niveau d'utilisation. Il n'est qu'à suivre de près l'une ou l'autre négociation touchant à la réduction des émissions pour constater l'acharnement des combats visant à freiner les mesures techniques les plus concrètes. Que ce soit dans le secteur automobile, le transport aérien ou la production d'énergie. Partout on devine la lutte entre ceux qui veulent donner du temps au temps pour préserver leur compétitivité et ceux qui entendent presser le mouvement. Les premiers, comme **Isabelle Callens (FEB)** estiment que les seconds manquent parfois de lucidité: « Toute reconversion demande du temps, et certaines sont plus délicates que d'autres... ». Et les impatientes

à l'instar de **J.Y. Saliez (IEW)**, de répliquer: « On ne prend pas encore la mesure de la course contre la montre dans laquelle on est engagé. On peut s'entendre sur un objectif à long terme et oublier complètement qu'on a affaire à une cible mouvante - les informations scientifiques qui nous parviennent au compte goutte en témoignent -, de sorte que même cet objectif de 2050 en vient à se révéler un peu juste ».

Les premiers comptent sur l'ingéniosité du monde économique pour dénicher les solutions innovantes qui nous tireront d'embarras. Les seconds pestent sur la frilosité des politiques dès qu'il s'agit d'aller de l'avant: « On multiplie les faux départs », dénonce **J.Y. Saliez**.

Les voies de la transition

D'autres s'interrogent sur la méthode. **Eric Paredis (CDO, Université Gent)**: « En se mettant d'accord sur un objectif global à atteindre, en gros celui défini par le GIEC, on n'en est pas pour autant d'accord sur la politique à mener pour l'atteindre en matière d'énergie, de transports, d'agriculture, etc. Comment traduire ces objectifs globaux sur ces différents terrains? Quelles mesures intermédiaires à court terme prendre pour atteindre progressivement ces différents objectifs fonctionnels? Nos voisins néerlandais ont à ce niveau développé une méthode intéressante. Elle travaille sur la transition à conduire au sein de ces différents systèmes qui ont des fonctions essentielles dans nos sociétés et sur la manière de les rénover au regard des objectifs à atteindre. Cela me semble déjà plus praticable... ».

Que l'on en soit encore à s'interroger sur la méthode et le passage des mesures à prendre a le don d'énerver **J.Y. Saliez**: « Ce qui me trouble c'est que ce phasage est sur la table depuis des années. On sait très bien ce qu'il faut faire. Et depuis longtemps. Dans le discours qui demande de laisser du temps au temps, je perçois une certaine mauvaise foi. Une tendance à ralentir le mouvement. Le risque c'est qu'à force de tergiverser et de temporiser on pourrait bien finalement devoir aller plus vite que nos jambes n'en sont capables... ».

J.P. VAN YPERSELE

« Les mentalités évoluent... »

Depuis plus de trente ans, il est sur le front des changements climatiques. Voilà près de dix ans que Jean-Pascal van Ypersele (UCL), récemment nommé à la vice-présidence du GIEC, préside le Groupe de Travail Energie-Climat du CFDD...



Quel était l'état d'esprit en matière de changements climatiques, au moment où vous avez pris vos fonctions au CFDD?

JPV: Dès le départ, une partie des préoccupations d'aujourd'hui étaient présentes. Avec du côté des partenaires sociaux, un doute sur la réalité scientifique de ce qui était avancé. On sentait bien aussi une certaine peur que trop en faire en matière de climat risquait d'être pénalisant pour les affaires et l'emploi. N'empêche, en 1998, lorsque le CFDD organise son premier Forum sur les changements climatiques en posant la question « Contrainte ou opportunité? », il y aura plus de trois cents participants dans la salle.

Comment avez-vous perçu le changement des esprits?

JPV: Au début, presque à chaque réunion du Conseil, on m'apportait des articles de scientifiques et d'économistes sceptiques. On voulait avoir mon avis, mais je devinais bien que ces arguments ébranlaient mes interlocuteurs. Peu à peu, ces apartés se sont faits plus rares. Ce qui changeait fondamentalement, c'est la perception de la réalité: que le climat est effectivement en train de changer, que les activités de l'Homme y sont pour une large part et qu'il est urgent de réduire nos émissions de GES (Gaz à Effet de Serre). Ce qui a amené ces changements, ce n'est à mes yeux ni le film d'**Al Gore**, ni le rapport **Stern**, c'est le fait que les gens ont expérimenté eux-mêmes cette réalité de manière évidente. À travers des épisodes de sécheresse extrême, des inondations à répétition, Katrina, toute une série de changements bien visibles dans les écosystèmes, etc.

Puis il y a eu la flambée des carburants fossiles. Le fait enfin que les opportunités qu'on évoquait de manière théorique il y a quinze ou vingt ans sont en train de se concrétiser. Des secteurs économiques respectables commencent à tirer bénéfice de ces évolutions qu'on présentait jadis comme des contraintes...

INTERVIEW - PAUL MAGNETTE

Ministre de l'Environnement, du Climat et de l'Énergie

« La Belgique a grand besoin d'organes de cadrage »

Dans le débat sur les politiques climatique et énergétique, les objectifs sont envisagés à long terme. Mais comment la politique d'aujourd'hui va-t-elle s'accorder de tels objectifs et quel rôle les stakeholders peuvent-ils jouer dans ce débat?

Comment ne pas perdre de vue un objectif à très long terme comme celui de « 50 à 85% de réduction des émissions en 2050 », quand l'essentiel des décisions à prendre dans l'immédiat fait intervenir des enjeux à court terme?

PM: Je pense que la méthode européenne est la bonne. On gagnerait à s'en inspirer au plan national. Elle consiste pour commencer à fixer un engagement ultime à une échéance donnée. Un consensus sur un objectif à long terme. Plus l'horizon est lointain, plus le « dissensus » scientifique risque de faire obstacle.

Ici, la date critique, c'est 2050. Le moment où, si nous ne réussissons pas, nous pourrions nous retrouver dans une situation intenable. Dès lors qu'on s'est mis d'accord sur un objectif consensuel comme celui-là, on peut examiner ce que cela implique. On réduit l'espace des résistances. Car des résistances, il y en aura de toute manière. Tous ceux qui doivent s'adapter ont tendance à résister, simplement parce que le changement est source d'inquiétude.

Ensuite, on fait du rétro planning qui aboutit à une première étape à atteindre. Suffisamment lointaine pour qu'elle soit structurante, mais suffisamment proche pour qu'on ait vraiment pris sur elle. À partir de là, il faut décliner une série de mesures, des paquets de normes comme le fait actuellement l'Europe.

C'est ce qu'on a fait avec Kyoto. On ne peut pas dire que cela soit très probant, vu les résultats auxquels on arrive...

PM: On peut toujours mesurer les choses par rapport à un idéal. C'est la caverne de Platon. Je n'en reste pas moins très impressionné par le parcours qui a été fait depuis le début des années nonante. Je crois qu'à l'époque personne n'aurait cru que l'UE s'assignerait des objectifs aussi contraignants en matière d'efficacité énergétique et de recours au renouvelable.

La vraie difficulté que nous avons en Belgique pour créer du consensus ne tourne pas autour des oppositions classiques employeurs, travailleurs, ONG etc. Le CFDD est la preuve qu'on peut les surmonter. Le vrai problème cela reste les différents niveaux de pouvoir. Le fédéral a presque essentiellement une tâche de coordination. Mais on ne lui permet pas de jouer pleinement ce rôle.

Et de quelle manière pourrait-il le jouer compte tenu des réalités actuelles?

EVW: À mon avis, on a grand besoin d'organes de cadrage. Et le CFDD comme par ailleurs le Conseil Central



de l'Économie, la Conférence Nationale du Travail ou le Bureau du Plan, constituent des organes de cadrage. Quand on prend des décisions politiques, on le fait en tenant compte de ce qu'on pense être l'état de la question dans ce domaine. Et c'est en croisant l'avis de chacune des parties prenantes dans un domaine, que l'on arrive à avoir une vision partagée. C'est ce que fait le CFDD. Il produit le cadre de compréhension à partir duquel on peut construire une politique cohérente. Je crois que le moment est venu, maintenant que les Régions ont toutes développé leur politique de DD, que le CFDD et les autres instruments fédéraux de DD fassent aussi leur exercice de coordination, à l'instar de ce que nous avons essayé de faire au niveau politique au Printemps de l'Environnement. Cette fonction de cadrage est cruciale, même si elle ne débouche pas toujours ou immédiatement sur des décisions politiques.

C'est précisément le principal regret actuel du CFDD eu égard aux avis qu'il émet vers le politique depuis plusieurs années! Là aussi on sent de la résistance...

PM: On fait toujours la critique du politique, mais on ferait bien de la tourner parfois aussi vers la société civile. C'est là que se situent les plus fortes résistances. Si vous dites à une entreprise chimique - je simplifie - « le plastique va disparaître. Il doit être remplacé à terme par de nouveaux matériaux », elle peut considérer que c'est à maints égards une nouvelle très positive. Car c'est un formidable levier d'innovation technologique, donc - toutes les entreprises seront d'accord là-dessus - de création de valeur et d'activité. Leur problème c'est que sur les deux ou trois prochaines années, elles se sont engagées vis-à-vis de leurs actionnaires sur un return de 15%. La structure du capitalisme financier actuel ne favorise donc pas ce type de reconversion industrielle. On regarde d'abord la réduction de profit immédiat avant de considérer les perspectives de croissance globales.

IMPACT POLITIQUE

Tout ça pour ça?

Depuis près de quinze ans, ils s'échinent à trouver les formulations et les mots pour traduire dans des avis ce que pourrait être le point de vue unanime des acteurs de la société sur quelques questions essentielles qui conditionnent son devenir. Leur plus grande satisfaction c'est de constater qu'ils y arrivent de mieux en mieux. Leur plus grande déception? Que les décisions politiques aient tant de mal à suivre... En particulier en niveau climatique.

Lorsqu'ils se sont mis au travail voilà près de quinze ans, osons le dire, beaucoup n'y croyaient qu'à demi. Des avis, il en traînait déjà beaucoup dans les tiroirs ministériels sans qu'on n'en retrouve ensuite la moindre trace dans les décisions, ou si peu. La différence, c'est qu'ici, l'organisme mis en place, le Conseil Fédéral du Développement Durable, était censé représenter, pour la première fois, tous les acteurs majeurs de la société: monde économique, syndical, défenseurs de l'environnement, des consommateurs, mouvements nord-sud... plus quelques « sages » du monde académique pour remettre quand il le fallait, l'église au milieu du village.

On pouvait donc penser à bon droit que les avis émis constitueraient pour les décideurs politiques une base de travail confortable et sûre, puisque la plupart des points de divergence entre les différents acteurs de la société, avaient été aplanis lors de leur élaboration. Et Dieu sait si parfois, cela résultait d'intenses négociations touchant jusqu'au plus petit détail de syntaxe.

Le chemin de la politique

D'où vient qu'aujourd'hui, les membres des groupes de travail en soient encore à constater, dans leurs évaluations périodiques, que « les avis ont souvent du mal à trouver le chemin de la politique » (document de synthèse 2006-2007). Entendez qu'on n'en trouve guère de trace visible dans les décisions politiques.

Les premières années, la relative indifférence du monde politique vis-à-vis des positions du CFDD fut mise sur le compte de la nouveauté. Jamais en effet jusque-là l'ensemble des acteurs concernés ne s'étaient retrouvés autour d'une table pour accoucher d'une vision commune sur les questions essentielles interpellant notre modèle de développement.

Formulations alambiquées

Sans doute les parties en présence s'étaient-elles aussi laissées aller à diluer les points de divergence dans des formulations alambiquées qui pouvaient laisser entrevoir tout et son contraire, abandonnant finalement les arbitrages cruciaux aux décideurs politiques eux-mêmes.

Au fil des ans pourtant, le fonctionnement des groupes de travail du CFDD s'est rodé. La plupart des membres du Conseil ont admis la nécessité de rendre des avis à la fois plus lisibles, plus clairs et plus courageux. Et de l'huile s'est glissée dans les rouages des groupes de travail. On a appris à se connaître, à s'écouter, à se comprendre et à faire des concessions dans les vraies limites du possible. Sans oublier que pour d'aucuns, comme le précise encore le document cité, « il est parfois bien difficile de faire accepter un compromis par sa base ».

Expertise partagée

L'expertise aussi est de mieux en mieux partagée, en particulier dans des domaines tels que l'énergie et les changements climatiques. Le recours aux experts extérieurs et l'écoute mutuelle y sont pour beaucoup.

Alors, pourquoi une telle tiédeur politique?
Jean-Yves Saliez: « Je pense que le consensus actuel est sincère d'un point de vue scientifique. Là où cela devient du consensus de façade, c'est dans l'action. Parce qu'on a peur. Peur de quoi? De déstructurer l'emploi et le système économique? Mais on a bien plus de risques d'en arriver là si on ne fait rien! ».

Isabelle Callens (FEB): « La population n'a pas le sentiment que le monde politique belge en général s'attaque vraiment aux priorités et est encore en mesure de bien les hiérarchiser. Les politiques ont leur propre agenda et 2050 n'y est pas mentionné. Comment travailler sur un objectif à si long terme avec des responsables politiques qui ont un agenda si différent au niveau

« sociétal », voilà la question. Autant le dialogue entre stakeholders évolue bien, avec un réel effort pour comprendre les enjeux de l'autre, autant la démarche politique paraît difficile et complexe à rendre crédible au niveau de l'opinion publique ».

Encommissionnement?

Confirmation à travers l'expérience du groupe de travail « Vision post 2012 » au sein de l'Atelier Climat et Énergie du Printemps de l'Environnement dont la composition s'est largement inspirée de celle du groupe de travail Énergie & Climat du CFDD. Copieusement détaillées et argumentées, les dix-huit pages de mesures concrètes proposées par les stakeholders n'ont finalement débouché que sur un seul engagement politique: la création d'un Comité national Climat 2050 « qui doit servir de catalyseur à la transition de notre pays vers une économie pauvre en carbone à l'horizon 2050... ».

Anne Pannels (FGTB) ne tarissait pourtant pas d'éloges sur l'effort réalisé collectivement pour aboutir à un ensemble de mesures consensuelles détaillées et précises. « Ce texte, qui a le mérite d'exister comporte des mesures fortes sur des objectifs précis et chiffrés, y compris pour 2020. Il a bénéficié de cette culture de la concertation qui a été créée au sein du CFDD en y ajoutant l'éclairage complémentaire des responsables des cabinets et de l'administration... ».

Une occasion manquée?

Jean-Yves Saliez: « Le fait est qu'on rechigne encore à faire clairement confiance à une instance qui est réellement multistakeholders. Mais je constate néanmoins une évolution rassurante à cet égard. Le président de la Chambre ne vient-il pas d'instituer une commission parlementaire non permanente et transversale sur le DD au sein de laquelle les travaux du CFDD sont régulièrement examinés? ».

Comme le temps passe...

Ceux qui marmonnent qu'on ne fait rien pour sortir de l'impasse climatique en seront pour leurs frais. Depuis près de vingt ans, on multiplie les initiatives et depuis quelques années, les changements climatiques sont sur toutes les lèvres (et parfois aussi hélas dans la réalité vécue de certaines régions). Le fil gagne à être suivi.

La problématique climatique est sans doute celle qui a monopolisé le plus d'attention au cours des dix dernières années sur le plan international.

En Belgique, c'est aussi celle qui a été l'objet principal du plus grand nombre de réunions au sein du Conseil Fédéral de Développement Durable. Plus d'une centaine pour le seul groupe de travail « Énergie & Climat » présidé par le climatologue Jean-Pascal van Ypersele (UCL). Logique, puisqu'elle touche directement ou non toutes les activités de notre société et impose partout des choix à la fois urgents et radicaux.

Les avis émis et les nombreuses discussions qui y ont abouti constituent un excellent révélateur à la fois des tensions qui se sont fait jour sur certains thèmes, du climat politique ambiant, des évolutions des différentes parties prenantes et de la stratégie qu'elles ont été amenées à développer au fil

du temps pour faire valoir leur point de vue sans mettre en cause sans cesse l'objectif à atteindre et la vision qu'il sous-tend.

Nous avons resitué les principaux d'entre eux sur la ligne du temps et recueilli à leur propos les commentaires de quelques participants attentifs et (souvent) clairvoyants, sous la supervision de Marc Depoortere qui a tenu la plume lors de la rédaction de la plupart de ces avis.



Le Printemps... du climat

En début d'année, le Ministre Paul Magnette initiait une démarche originale de concertation qui n'est pas sans rappeler les discussions menées depuis près de quinze ans au sein du CFDD: le Printemps de l'Environnement.

L'initiative se voulait le pendant belge du Grenelle de l'Environnement proposé par le Gouvernement français. Au menu, des ateliers au cours desquels tous les acteurs belges de la société étaient appelés à débattre des problèmes liés, notamment, aux changements climatiques et aux réponses à y apporter. Ils ont débouché sur 159 engagements assurant le suivi politique des mesures proposées par les stakeholders, dont une trentaine concernent directement les défis climatiques.

Pour ce qui est de l'atelier « Climat et Énergie », sept groupes de mesures avaient été mis en place:

- Développement de l'éolien offshore,
- Examen et harmonisation des régimes de certificats verts,
- Outils de soutien et incitatifs,
- Système de fiers investisseurs,
- Valorisation de la biomasse,
- Vision « post 2012 »,
- Le rôle d'exemple des pouvoirs publics et des autres parties prenantes.

Pour ce qui est plus spécifiquement de l'objectif 2050 qui nous intéresse plus particulièrement ici, le groupe présidé par J.P. van Ypersele, soulignait d'emblée dans son rapport: « Au delà des coûts et contraintes, (...) la réalisation des objectifs définis au niveau européen pour 2020 devrait libérer de nombreuses opportunités. Les autorités belges doivent créer les conditions pour permettre au pays de développer ces opportunités, qui seront également des atouts de la réalisation des objectifs à l'horizon 2050. Ces conditions ne sont pas réunies aujourd'hui. » Et de rappeler dans la foulée que la réalisation des objectifs européens ne devrait pas dispenser la Belgique de définir dès aujourd'hui, d'entrée de jeu, une vision commune de la société belge sans carbone visée pour 2050.

« Les infrastructures ont des durées de vie qui se comptent en dizaines d'années. Les décisions d'investissement qui seront prises dans les années qui viennent auront encore des effets importants en 2050. Il est donc urgent de définir un cadre qui intègre dès aujourd'hui des objectifs pour 2020 et une orientation claire pour 2050, tant au niveau de la production que de la consommation (notamment d'énergie). ».

Septembre 1998

Avis sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto. Avis d'initiative.
Nous sommes au début de la certitude sur la réalité des changements climatiques. Les doutes sont encore bien présents. Au centre de cet avis, la question de savoir quel doit être en la matière le rôle exact d'une autorité publique de régulation au cas où la Belgique devrait ratifier avant d'autres le fameux protocole. Tous les thèmes des avis ultérieurs sont déjà évoqués de manière synthétique dans ce texte.

Octobre 1999

Avis sur la fiscalité « énergétique ». Avis d'initiative.
Nous sommes au début de la certitude sur la réalité des changements climatiques. Les doutes sont encore bien présents. Au centre de cet avis, la question de savoir quel doit être en la matière le rôle exact d'une autorité publique de régulation au cas où la Belgique devrait ratifier avant d'autres le fameux protocole. Tous les thèmes des avis ultérieurs sont déjà évoqués de manière synthétique dans ce texte.

Octobre 1999

Avis sur les mécanismes de flexibilité. Avis d'initiative.
Le sujet était jugé crucial par toutes les parties. Dès le départ la volonté est d'émettre un avis unanime de manière à ce qu'il ait un certain poids face à un gouvernement qui, pour la première fois, avait une composante « verte ». C'était aussi une manière de préparer la Présidence belge de l'UE où ce dossier devait être évoqué. Autant de raisons pour aller au fond des choses (neuf réunions de janvier à octobre) et faire un travail technique solide. La généralisation d'internet et du courriel y a beaucoup aidé...

Mai 2003

Avis dit « No regret ». Avis d'initiative.
L'idée était de démontrer qu'on pouvait se rapprocher considérablement des objectifs climatiques de la Belgique en prenant une série de mesures réalistes, à coût négatif ou nul... Beaucoup de discussions sur la réalité de ces coûts dans la pratique, mais un avis qui a été bien utile lors de la formation du gouvernement Verhofstadt II. Un texte très complet, très concret, très utilisable qui de temps à autre sert encore de référence lors des discussions sur la politique énergétique...

Octobre 2000

Avis sur un système d'échange de droits d'émission de GES. Avis demandé par le ministre Olivier Deleuze.
Là aussi, les participants vont entrer dans une problématique nouvelle. Les questions du cabinet étaient extrêmement précises et techniques. Si sept réunions ont été nécessaires pour en venir à bout moyennant de nombreux points de désaccord, le travail du Conseil n'a pas été inutile puisque l'avis a servi à préparer la réponse officielle de la Belgique à l'UE...

Mai 2006

Avis sur la politique énergétique belge. Avis d'initiative.
Là, on touche vraiment au coeur du problème belge. L'impression de lenteur et de blocage permanent en matière de climat est partagée par tous. Il fallait y voir plus clair. Et l'administration y a mis du sien. Tous voulaient mettre le doigt sur les vraies questions, identifier les dysfonctionnements et proposer des mesures efficaces pour améliorer la situation. On retrouve de nombreuses traces de cet avis dans les récents travaux du Printemps de l'Environnement (voir ci-contre).

Février 2004

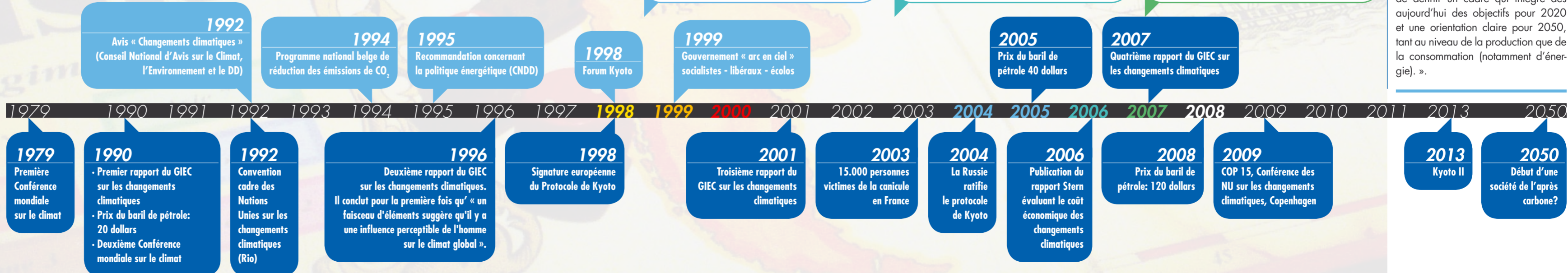
Avis cadre sur une mobilité durable. Avis d'initiative.
C'est l'industrie, en tête la Chimie, qui est demandeuse de voir le GT plancher sur ce thème. Elle en a assez de voir mis en cause ses efforts en matière énergétique et voudrait qu'on s'intéresse un peu plus aux secteurs non industriels. On va explorer toutes les pistes. Est-ce le tir groupé contre la voiture particulière? L'industrie s'abstient. Mais l'avis sortira et de nombreuses mesures proposées seront reprises par la suite... Et en 2007, le thème mobilité devient consensuel dans l'avis « découplage ».

2004-2005

Stratégie climatique au-delà de 2012. 3 avis demandés par la Ministre Van den Bossche.
Quelque deux cent cinquante pages ont été rédigées pour répondre à une question toute simple: quels pourraient être les objectifs de la Belgique à l'horizon 2017 et 2050? Les trois avis finaux seront heureusement plus succincts. Impossible de répondre sans envisager une répartition des efforts et donc des objectifs au niveau mondial. D'où un véritable travail de foumi, passionnant, très instructif, mais peu utilisable au niveau politique. C'est là que l'idée émerge d'envisager des objectifs non par pays, mais par secteur, piste adoptée aujourd'hui par la nouvelle stratégie climatique européenne...

Février 2007

Avis sur le rapport de la Commission 2030. Avis demandé par Marc Verwillighen.
Un travail handicapé dès le départ, par un contexte politique assez lourd. En tant que membre de la fameuse Commission 2030, J.P. van Ypersele doit céder la présidence du GT. Vivement critiqué dans les médias, le dossier est très « politique ». On est dans la confrontation directe des idéologies en matière de climat. Très vite les débats sont polarisés. Trois instances d'avis travaillent sur des avis parallèles, parfois avec les mêmes interlocuteurs. La démonstration est faite que la qualité d'un avis tient aussi à la manière dont est formulée la question et au climat qui l'entoure.



Les conseils d'avis actuels sont-ils encore en phase avec l'urgence climatique?

En particulier dans le contexte institutionnel belge, on sent bien que la dynamique politique n'est pas en phase avec l'urgence climatique. La réalité de celle-ci semble prendre de vitesse l'action sur le terrain. Le doute scientifique qui jusqu'ici justifiait bien des attermoissements n'est plus guère de mise. Comment rester dans la course?

La Belgique fut l'un des derniers États membres à ratifier le Protocole de Kyoto. Tout récemment, le très sérieux Institut fédéral suisse de la technologie ETH (Eidgenössische Technische Hochschule) accordait à la Belgique une mention « très insuffisant » pour sa politique climatique nationale. Et Ernst & Young classait la Belgique à la 17^{ème} place sur 25 pays industrialisés en matière d'énergies renouvelables.

Des appréciations pas vraiment isolées, sans doute partiellement contestables à quelques égards, mais dont beaucoup s'accordent à dire qu'elles ne sont pas totalement dénuées de fondement. Et à ce niveau, chacun peut en prendre pour son grade. Examens de conscience en vue à tous les étages?

De l'écrit à l'action?

Isabelle Callens (FEB): « Il faut se demander si le mode de fonctionnement actuel du CFDD est réellement le plus productif... Du point de vue de l'intérêt collectif, il est important d'être plus dans la communication, et l'information, plutôt que dans ce qui ressemble souvent à de la réunionite et de la bureaucratie. Je vois beaucoup d'intérêt à ce que l'on parle ensemble, à trouver des consensus. Mais la rédaction

« Le moment est peut-être venu de se demander si le format du Conseil n'est pas aujourd'hui trop peu innovateur eu égard aux enjeux »



d'avis est-elle le meilleur moyen d'être efficace? Ce n'est pas sûr. Le moment est peut-être venu de se demander si le format du Conseil n'est pas aujourd'hui trop peu innovateur eu égard aux enjeux. Ne pouvons-nous réellement pas aller plus loin ensemble? ».

Une réflexion à joindre à celle de **Paul Magnette** lorsqu'il invite le CFDD à tenter un nouvel exercice de coordination, notamment avec d'autres instances d'avis, par delà les domaines de compétences.

La société que nous voulons pour demain

Eric Paredis considère pour sa part que le problème du CFDD et des organes d'avis regroupant les différents acteurs de la société est plus fondamental: « En réalité, lorsque vous discutez avec ces gens, vous vous apercevez assez rapidement qu'ils ne partagent pas une même vision de la société de demain. Sur les principes peut-être, mais dans la pratique non. Or je crois qu'on ne peut pas se dispenser de s'entendre concrètement sur une vision à long terme de la société avant de définir des objectifs intermédiaires. Un peu comme on s'est entendu, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, sur le type de société que l'on voulait développer ensemble. S'entendre sur la société que nous souhaitons pour demain ne préjuge pas qu'on a tous la même stratégie pour y arriver, mais cela évite déjà quelques malentendus... ».

Sceptique?

Les changements climatiques (et leur origine partiellement anthropique) restent une question en débat dans la communauté scientifique. Mais elle divise désormais des scientifiques de plus en plus convaincus de leur réalité et ceux qui n'y voient qu'une arnaque planétaire...

Parmi les seconds, le plus connu est un Danois d'une quarantaine d'années, **Björn Lomborg**, ancien directeur de l'Institut pour l'évaluation de l'environnement, professeur associé de statistique appliquée à l'École de commerce de Copenhague et auteur en 1998 de « L'écologiste sceptique », un premier ouvrage polémique, traduit en anglais en 2001, dans lequel il affirme que le réchauffement climatique « ne constitue pas une menace imminente contre la planète », que la réduction des gaz à effet de serre « n'est pas la priorité des priorités » et qu'il y a, à coût moindre, « d'autres défis à relever (...) comme la lutte contre le sida, la malaria, la malnutrition et la pauvreté. ».

En 2007, avec « Cool it », Lomborg concède que le réchauffement climatique peut avoir des conséquences néfastes, mais il s'en prend violemment au Protocole de Kyoto, « trop coûteux et inefficace », et appelle les décideurs à « garder leur sang-froid » et à éviter « l'état de panique qui empêche de prendre des décisions rationnelles ».

Chef de file des sceptiques dont les rangs désormais s'amaigrissent, il n'en figurait pas moins en 2004 parmi les cent personnalités les plus influentes du monde, selon Time Magazine.

Il est aujourd'hui encore de ceux qui dénoncent une connivence d'intérêts où beaucoup trouvent leur compte en offrant « une carrière pour des technocrates, une cause emblématique pour les écologistes, des crédits pour les chercheurs, un thème porteur et fort pour les médias, voire un but philanthropique pour certains intellectuels ».

Leurs arguments sont scientifiques - en gros via la remise en cause des travaux du GIEC et du bien-fondé des modèles mathématiques mis en œuvre -, mais aussi politiques et catégoriels. **Richard Lindzen**, professeur au célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT), mais catalogué comme climatologue dissident, soutient que « dans ce domaine, la communauté scientifique devient de plus en plus extrême dans ses positions et les politiciens, universellement ignorants en matière de science, ont peur de contredire les

alarmistes qui leur soutiennent que les choses sont ainsi et pas autrement. ».

Justifiant leur isolement croissant, les scientifiques « dissidents » se disent marginalisés par la communauté scientifique, ce qui accroît du coup l'unanimité apparente des autres chercheurs sur le sujet.

Le Belge **Jean-Pascal van Ypersele**, désormais membre du board du GIEC, n'est guère troublé par ces contestations. Il s'en ouvrait récemment auprès de notre confrère du Soir, **Christophe Schoune**: « Toutes les critiques de nature scientifique sur le réchauffement sont prises en compte dans les évaluations du Giec, qui ne traite pas de manière différente ce qui est favorable ou défavorable à une thèse. Nous restons calmes par rapport aux critiques agressives et à ceux qui se disent dubitatifs face au réchauffement alors que le travail du Giec est par nature fondé sur le scepticisme scientifique... ».

INTERVIEW - THÉO ROMBOUTS

Président du CFDD

« Pour le politique, une semaine, c'est une éternité! »

Actif de longues années au sein du MOC, Théo Rombouts préside depuis plus de dix ans le CFDD. Et il ne cache pas qu'au début, la question des changements climatiques ne l'impressionnait guère. « J'avais le sentiment que c'étaient des questions pour le futur et qui ne présentaient pas un réel degré d'urgence. » C'est essentiellement au contact du Conseil qu'il a pris la véritable dimension du problème: global, multidimensionnel, complexe... « Ce qui était neuf pour moi, c'était cette irruption inattendue de la science dans le quotidien des entreprises et des travailleurs. Les fermetures d'entreprises, le chômage, la précarité, ce sont des questions relativement prosaïques qu'on peut toucher du doigt de manière presque instantanée. Mais la problématique climatique est un phénomène bien plus complexe et dès lors bien plus difficile à traduire politiquement. »

On a parfois le sentiment que le monde politique a du mal à intégrer cette complexité dans sa dimension temporelle...

TR: Le problème se situe selon moi plus au niveau de la conviction des hommes politiques qu'il y a un réel problème qui se pose que sur sa dimension temporelle. Pour le politique, une semaine, c'est une éternité. S'il s'agit de prendre une décision nécessaire pour résoudre un problème, que ce soit à une échéance de cinq ans ou de cinquante ans ne change pas grand-chose. Cela va de toute manière au-delà de la législation et de l'impact électoral.

Dans ce contexte, la production d'avis est-elle bien encore la meilleure manière pour le Conseil de valoriser son expertise et son sens du compromis, en venant en aide au monde politique?

TR: Il faut d'abord souligner qu'au départ, la sensibilisation faisait formellement partie de nos missions. Mais force est de constater que les membres du Conseil à travers son Bureau n'ont jamais beaucoup investi de ce côté. D'autant que nous n'en avons guère les moyens. Mais si nos interlocuteurs et le monde politique sont d'avis que nous avons plus besoin pour soutenir la politique de DD, de renforcer la base sociétale que d'émettre des avis,



j'en serais personnellement ravi. Nous avons déjà couvert plus de 80% du sujet à travers nos avis...

La question sur le rôle futur du CFDD tombe donc à point nommé?

TR: Les structures ne sont utiles que pour autant qu'elles remplissent un besoin.

Les Conseils de DD ont été créés à la demande de l'ONU parce qu'on se rendait compte qu'il fallait aider les gouvernements à garder constamment en perspective la nature globale de certains problèmes. Notre objectif est finalement d'arriver à ce que, sur les matières qui nous occupent, la discussion politique soit intersectorielle, interdisciplinaire et concertée. Si nous devons arriver à la conclusion que nos avis n'y suffisent plus, alors il faudra adapter les structures en conséquence...

Les subtilités de la sémantique

En matière de climat, l'évolution de la terminologie utilisée en dit parfois plus long que de patientes analyses des positions exprimées. Exemple. Au tournant du siècle, alors qu'on évoquait l'hypothèse d'un marché des émissions de carbone, les médias avaient d'emblée adopté l'expression « droit de polluer ». Ce qui en disait long sur la manière dont l'opinion publique percevait cette élucubration

technocratique. Car à ses yeux, elle passait pour une nouvelle dérobade des acteurs industriels, face au défi environnemental. La mise en place progressive du système européen d'échange de quotas d'émissions de CO₂ (ETS) a remis l'église au milieu du village. Son succès, à la fin des années 2000, a eu raison de l'appellation d'origine et du (pseudo?) fantasme qu'il recouvrait...